

QUATRIÈMES RENCONTRES ÉCOLOGIES RURALES ET POPULAIRES

Faire politique depuis et avec les ruralités

Inscription sur <https://urls.fr/yudA8C>

Maison de Courcelles, Saint-Loup-sur-Aujon

Du jeudi 14 mai à 18h au dimanche 17 mai à 14h



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN



réseau
d'expérimentation
et de liaison
des initiatives
en espace rural



ASSOCIATION DES MAIRES
RURAUX DE FRANCE

Les Quatrièmes Rencontres Écologies Rurales et Populaires se tiendront les 15, 16 et 17 mai 2026

L'auto-organisation comme horizon des campagnes ?

Les quatrièmes Rencontres Écologies rurales et populaires poursuivent les trois éditions précédentes organisées à la **Maison de Courcelles** (Saint-Loup-sur-Aujon) par le **Mouvement Post-urbain** (EGPU), le **Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne** (MRJC), le **Réseau d'Expérimentation et de Liaison des Initiatives en Espace Rural** (RELIER) et la Maison de Courcelles (rejoints en 2025 par l'**Association des Maires Ruraux de France – AMRF**).

Après avoir traité de l'**autonomie** (2023), de l'**engagement** (2024) et de la **place des communs** (2025) dans les **écologies rurales et populaires**, l'intention centrale de cette quatrième édition est de **repenser le politique depuis et avec les ruralités, en prenant l'auto-organisation** (et ce faisant l'**auto-détermination** voire l'**autogestion**) comme horizon politique pour assurer **conditions matérielles, sociales et symboliques des vies locales**, tout en assumant la conflictualité et/ou la coopération plus ou moins contrainte, constitutives de toute expérience politique située.

L'**auto-organisation** ne relève jamais d'une utopie isolée, donc d'un affranchissement total des institutions.

Elle prend la forme de **bricolages politiques**, de **décentremements** et de **contournements** des cadres existants, souvent opérés par des acteurs occupant simultanément plusieurs positions : habitants engagés, élus municipaux, travailleurs sociaux, membres de collectifs associatifs ou de communautés installées.

Or, du fait non seulement de la **raréfaction de moyens publics** mais également de volontés de s'organiser plus directement et informellement à l'**échelle des localités**, pour des raisons sociales et écologiques notamment, ces pratiques d'auto-organisation fleurissent dans les ruralités, singulièrement lorsque les formes dominantes de la démocratie représentative sont à ce point questionnées et que l'ingénierie professionnelle et institutionnelle est à ce point inadaptée.

Les dynamiques d'auto-organisation qui sont observées dans les ruralités sont à replacer dans le contexte plus large de la **crise structurelle de la représentation démocratique** que nous traversons, dont les manifestations excèdent largement la seule question de la participation électorale, mais se caractérise bien par une **désaffiliation politique croissante**, une défiance généralisée à l'égard des institutions représentatives et de leurs mandant.e.s, perçues comme éloignées, inefficaces ou symboliquement déconnectées des conditions concrètes d'existence.

La **centralisation étatique française** a produit l'**affaiblissement des capacités locales de délibération, de décision et d'initiative**, en éloignant durablement l'action publique des espaces du quotidien. Et les dispositifs contemporains de démocratie participative, présentés pourtant comme réponses à cette crise, s'inscrivent fréquemment dans cette même logique centralisée : encadrés par des procédures descendantes, ils tendent en fait à **enfermer la participation dans une fonction consultative, sans remise en cause de la distribution effective du pouvoir de décision collective**.

Les pratiques d'auto-organisation rurale n'apparaissent alors pas comme des compléments à la démocratie représentative existante mais comme **tentatives de ré-institution du politique à partir d'expériences situées et communs locaux**.

Dans le prolongement des travaux du **Mouvement Post-urbain** et des éditions précédentes, ces Rencontres partent alors du constat que les **ruralités constituent aujourd'hui des laboratoires politiques discrets mais décisifs, où s'expérimentent des formes renouvelées de citoyenneté, de démocratie locale et de coopération territoriale**. Elles poursuivent plus précisément l'objectif de **documenter** et de **mettre en discussion** des expériences qui contribuent à dénaturiser l'organisation politique héritée et à **ouvrir des possibles au plus près des réalités**.

La réflexion proposée s'organise autour de trois sous-thèmes :

- L'**engagement**, soit les formes situées de politisation, souvent ordinaires, par lesquelles des acteurs ruraux prennent part à la **gestion collective de leurs localités et milieux**
- L'**autonomie**, soit la **capacité d'action et d'autodétermination**, toujours relative et négociée, mais centrale dans les dynamiques auto-organisationnelles
- La **communalisation**, soit les processus par lesquels se (re)fabriquent des **communs et des communautés politiques situées, capables de décider et de prendre soin collectivement** de réalités sociales et écologiques étroitement imbriquées

Ces trois entrées permettent de penser conjointement **formes politiques émergentes et rapports aux institutions**, en évitant à la fois l'idéalisation des expériences locales ou leur disqualification au nom de normes institutionnelles éloignées.

En articulant une première journée plus documentaire et analytique et une seconde plus réflexive et empirique, entre moments pléniers et ateliers, ces rencontres entendent ainsi créer un **espace de discussion critique et créative sur les formes rurales de la politisation** par l'**auto-organisation**, l'**autodétermination**, l'**autogestion**.

Elles visent à rendre compte de la **diversité des pratiques** qui, dans les ruralités, viennent souvent de manière discrète **déplacer les frontières du politique et ouvrir des perspectives de renouvellement démocratique** à l'heure des crises écologiques, sociales... et politiques.

PRÉ-PROGRAMME

VENDREDI 15 MAI

SOCIALISATION DES SAVOIRS ET MISE EN DÉBAT DES EXPÉRIENCES

La première journée des Rencontres sera consacrée à la **socialisation des savoirs déjà produits** lors des trois éditions précédentes des Rencontres, ainsi qu'à partir d'autres terrains et expériences comparables. L'enjeu est de faire exister ces savoirs comme productions collectives à part entière, et non comme simples témoignages ou illustrations empiriques.

Cette journée prendra appui sur une **pluralité de formats** : synthèses analytiques, récits d'expériences, cartographies sensibles, captations vidéos. **Ces productions seront mises en partage et en dialogue avec toutes les initiatives présentes les années précédentes**, afin d'opérer une montée en généralité sans dissoudre la **singularité des situations locales**.

il s'agira notamment **d'interroger, par les différents retours, les catégories analytiques mobilisées pour penser l'auto-organisation, ses communs et leur construction démocratique, tout en les confrontant aux contraintes, aux ressources et aux temporalités propres aux espaces ruraux**.

Seront ici posées les bases de la réflexion plus explicitement politique sur les formes d'organisation et leurs débouchés.

SAMEDI 16 MAI

TROIS ATELIERS POUR PENSER LES FORMES RURALES DE L'AUTO-ORGANISATION À DES FINS SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES

La seconde journée sera structurée autour de **trois ateliers successifs**, chacun consacré à l'un des sous-thèmes traités lors des précédentes Rencontres (**engagement, autonomie, communalisation**). Chaque atelier sera introduit par deux intervenant·es, engagé·es dans des pratiques situées, intervenant « depuis là où ils et elles sont », c'est-à-dire depuis leurs positions concrètes dans des territoires, institutions communales ou collectifs engagés.

SAMEDI 16 MAI

ATELIER 1 : ENGAGEMENT, PRATIQUES ORDINAIRES ET POLITISATION RURALE

Ce premier atelier interrogera les **formes d'engagement en milieu rural**, souvent éloignées des répertoires militants classiques. Il s'agira d'analyser comment des pratiques apparemment pragmatiques (**gérer un lieu commun, maintenir un service, organiser une solidarité de proximité...**) produisent du politique et ouvrent des **espaces de décision collective**.

L'enjeu est de comprendre les points d'entrée que ces engagements représentent vers des **dynamiques auto-organisées**, en reposant sur une implication directe des personnes concernées et sur **une remise en discussion des modalités de la représentation**, de la décision...

L'**éducation populaire** pourra en être l'un des fils conducteurs. Historiquement construite en dehors ou en opposition aux dispositifs institutionnels de participation, en posant comme principe central l'émancipation politique par l'appropriation collective des savoirs, et le partage des décisions, l'éducation populaire repose sur une conception substantielle de la **démocratie locale entendue comme pratique sociale et politique située**.

Les **foyers ruraux**, les **maisons d'éducation populaire**, les **mouvements de jeunesse** (en particulier dans la réappropriation et la perpétuation de traditions populaires, artistiques ou musicales, comme les associations de danse traditionnelle par exemple, cf. **Le Relais des Pas Sages**, dans le Haut Berry) ou les expériences issues du travail social ont ainsi constitué des **espaces de politisation ordinaire**, où se sont élaborées **capacités collectives d'analyse, de critique et d'action**, indépendamment ou presque de toute délégation formelle. Dans cette perspective, elle apparaît bien comme une **contre-tradition démocratique**, dont l'actualité tient précisément à sa capacité à fournir des ressources théoriques et pratiques pour penser l'**auto-organisation comme processus d'émancipation politique**.

ATELIER 2 : AUTONOMIE, AUTODÉTERMINATION ET RAPPORTS AUX INSTITUTIONS

Le second atelier portera sur **l'autonomie comme capacité d'agir et d'auto-organisation territoriale**. À partir d'expériences variées, il s'agira d'examiner les **rapports complexes dès lors entretenus avec les institutions** : confrontations, négociations, détournements, contournements, coopérations....

Cet atelier mettra l'accent sur le **rôle des institutions communales et municipales**, en particulier sur les pratiques de maires et d'équipes municipales « bricolant » des formes politiques hybrides, articulant démocratie locale et cadres institutionnels existants, sans considérer ces derniers comme intangibles.

SAMEDI 16 MAI

ATELIER 2 : AUTONOMIE, AUTODÉTERMINATION ET RAPPORTS AUX INSTITUTIONS

Le **fonctionnement communautaire** pourra en être un fil conducteur. De fait, les expériences abordées dans cet atelier pourraient inviter à déplacer l'analyse des rapports aux institutions vers celles du **travail institutionnel situé**. Les trajectoires de **municipalités engagées** pourraient illustrer ces formes hybrides d'action politique locale en mettant en évidence des engagements dans la **production de communs** : de la mise en place de collégiales citoyennes dotées de capacités décisionnelles (Châtel-en-Trièves, Isère) à l'articulation entre actions municipales et réseaux d'élus et habitants pour **partager et mutualiser des moyens d'intervenir** (réseau BRUDED, Bretagne et Loire Atlantique).

ATELIER 3 : COMMUNALISATION, REFAIRE COMMUNAUTÉ, REFAIRE INSTITUTION

Le troisième et dernier atelier explorera les **processus de communalisation comme production active de communs et de communautés politiques**. Il s'agira de présenter et de mettre en discussion l'action de collectifs ruraux parvenant à instituer (ou à ré-instituer) des **formes auto-organisées de décision collective, de transmission, d'attention et de soin apportés aux localités**, en s'adossant, en suppléant et surtout en remisant les logiques hiérarchiques ou délégatives dominantes.

Les **réseaux affinitaires, formels ou informels**, serviront ici de bréviaires, en ce qu'ils permettent de penser la **communalisation** comme **processus de territorialisation du politique ancré dans des appartenances multiples à un milieu**, à la fois comme espace géographique, ensemble de conditions écologiques, tissu social et horizon symbolique partagé. Ces configurations réticulaires permettent ainsi de penser **l'articulation entre ancrage local et circulation des pratiques, entre inscription territoriale et mise en réseau à des échelles plus larges**. Elles constituent des espaces privilégiés de **transmission** des savoirs, de **mutualisation** des ressources et de construction d'alliances, notamment entre groupes sociaux subalternisés, souvent marginalisés par les dispositifs institutionnels classiques.

DIMANCHE 17 MAI

TABLE-RONDE DE CLÔTURE : FAIRE POLITIQUE DEPUIS ET AVEC LES RURALITÉS

Cette table ronde propose d'ouvrir un **temps de débat explicitement politique** à partir d'**initiatives territoriales ancrées**, qu'elles soient portées par des acteurs institutionnels ou issues d'autres dynamiques locales.

DIMANCHE 17 MAI

TABLE-RONDE DE CLÔTURE : FAIRE POLITIQUE DEPUIS ET AVEC LES RURALITÉS

Dans un contexte de **crise de la représentation** et de questionnement sur les **capacités d'action publique locale**, il s'agira d'interroger les conditions concrètes d'un réinvestissement du politique depuis les ruralités. À partir d'expériences engagées dans les transitions écologiques et sociales, et plus largement territoriales, ce débat visera à discuter des grands enjeux politiques et des **rapports de pouvoir** qu'ils déterminent : quels enjeux, à quelles échelles, pour quels pouvoirs de décision et au nom de qui ? Dans ce cadre, comment s'inventent, se disputent ou se négocient des formes renouvelés d'action en lien ou éloignés des cadres institutionnels existants ? Et dans quelle mesure ces initiatives contribuent-elles à redessiner la gouvernance des territoires ?

Entre tensions et coopérations, cette table ronde entend affirmer les ruralités comme espaces politiques capables de porter des **reconfigurations plus larges du pouvoir, de la démocratie et de production des conditions matérielles d'existence.**

INSCRIPTIONS SUR :

<https://www.helloasso.com/associations/maison-de-courcelles/evenements/3ieme-rencontres-ecologies-rurales-et-populaires-engagements-et-transitions-2>

DEMANDES ET CONTACTS :

EG-posturbain@protonmail.com /
contact@maisondecourcelles.fr
03 25 84 41 61 / 06 87 21 29 04 / 06 11 17 02 05



SOUTENUE PAR LA
FONDATION POUR LE
PROGRÈS HUMAIN



d'expérimentation
et de liaison
des initiatives
en espace rural



SOCIÉTÉ ÉCOLOGIQUE
DU POST-URBAIN